

Le Président

Monsieur Emmanuel MACRON  
Président de la République Française  
Palais de l'Elysée  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS



Le Comité National d'Entente (CNE) représente plus de 50 associations, dont chacune d'elles regroupe en son sein des militaires d'active et de réserve, des retraités, des anciens combattants, des harkis et des victimes de guerre ou du terrorisme ; cette communauté représente une population estimée actuellement à 1.500.000 personnes, et à 2.000.000, en y incluant les veuves et les épouses.

Or cette « famille », dont la cohésion repose à la fois sur sa fraternité d'armes et sa fraternité d'âmes, est aujourd'hui perplexe et inquiète. Dans la constitution du nouveau gouvernement, en effet, ne figure aucun responsable politique chargé des anciens combattants et de la mémoire auprès du ministre des Armées ! Les conséquences de cette décision ne sont pas neutres à nos yeux, car, sans représentation ministérielle, cette communauté perd, de facto, son représentant au sein du gouvernement.

Or, les questions traitées restent essentielles, sensibles et d'actualité : le budget, les actions de mémoire, l'évolution des pensions, la prise en compte et le suivi des victimes de guerre et du terrorisme, ainsi que la participation au travail parlementaire. Aussi ces sujets d'importance risquent-ils de voir leur traitement altéré et leur sensibilité se fondre dans l'administration générale de l'état en quittant la Défense.

C'est pourquoi, au-delà du manque de considération ressenti par beaucoup de ceux qui ont risqué leur vie pour la France ou qui continuent de le faire, il nous semble opportun d'appeler votre attention sur tout ce que cette grande communauté apporte à la nation :

- nous sommes des acteurs engagés du devoir de mémoire, nous participons à l'éducation des plus jeunes, nous sommes toujours présents pour rendre hommage aux « Morts pour la France » et nous défendons la mémoire combattante lorsqu'elle est malmenée ;
- par les liens qui nous unissent avec l'armée d'active, les réservistes opérationnels et citoyens de la Garde Nationale, nous œuvrons quotidiennement et sans bruit à la préservation de la cohésion nationale ;
- impliqués quotidiennement dans la vie de la cité et en contact permanent avec la société civile et ses élus, nous sommes des partenaires actifs et permanents du lien « Armées-Nation », notamment dans les départements devenus des déserts militaires ;
- par des actions quotidiennes et discrètes conduites auprès des plus anciens et des veuves, nous sommes des acteurs engagés du lien social ; et, depuis quelques années, ce rôle s'est élargi à celui de l'aide au reclassement et à l'accompagnement des plus jeunes dans le monde du travail, en particulier les militaires qui quittent l'uniforme ;

- en outre, par l'esprit de défense qui nous anime et les valeurs que nous avons toujours défendues, parfois au prix du sang, nous constituons au sein de la population des pôles de résilience, répartis sur l'ensemble du territoire.

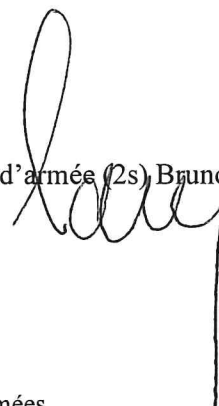
Pour toutes ces raisons fondamentales, Monsieur le Président de la République, le Comité National d'Entente tient donc à vous faire part de son inquiétude de voir les importants sujets du monde combattant et de sa mémoire non pris en compte par un responsable politique de haut rang. En outre, et de façon conjoncturelle, nous pensons que cette absence - ou cette décision - est inopportune pour plusieurs raisons :

- l'année 2023 sera celle du centenaire de « La Flamme sous l'Arc de Triomphe – Flamme de la Nation » ; étant donné les cérémonies nationales qui seront organisées, à l'instar de celle que vous-même avez présidée à l'occasion du centenaire de la fin de la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, ce serait un signe particulièrement négatif envoyé au monde combattant ;
- ces quelque 2.000.000 membres actifs et sympathisants constituent autant d'électeurs potentiels et actif, qui pourraient faire part de leur propre déception aux prochaines élections ;
- l'histoire de la France du XX<sup>ème</sup> siècle se confond avec celle de ses armées ; et les prémices du XXI<sup>ème</sup> siècle, avec les nuages qui s'amoncellent aux frontières orientales de l'Europe, contredisent ceux qui avaient prédit un peu tôt la « fin de l'histoire » et nous disent que le pays aura encore besoin d'une vraie cohésion nationale ;
- enfin, l'absence d'une succession à Madame Geneviève Darrieussecq, constitue plus ou moins, un désaveu à l'action remarquable en tout point qu'elle a conduite durant cinq années ; par sa personnalité, son engagement, son écoute et son engagement, elle a conquis l'estime de l'ensemble du monde combattant.

Pour autant, un chemin important reste à parcourir, et rien n'est jamais définitivement acquis ! Pour ces nombreuses raisons, Monsieur le Président de la République, le monde combattant compte sur vous, pour qu'un « Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées » soit désigné sans tarder !

*Avec toute notre fidélité à votre égard !*

Le Général d'armée (2s) Bruno DARY



**Copie du courrier adressée à :**

- Monsieur Sébastien LECORNU, Ministre des Armées
- Général d'armée Thierry BURKHARD, Chef d'état-major des armées
- Amiral Jean-Philippe ROLLAND, Chef d'état-major particulier du Président de la République